

Les officiers jurassiens étaient au rapport

La guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien ont ravivé les inquiétudes liées à la sécurité. La Suisse doit investir pour l'armée, a-t-il été martelé samedi à Porrentruy lors de la 40^e assemblée générale de la Société jurassienne des officiers.

«**D**e 1945 à 2022, il s'est écoulé 77 ans de paix. C'est une forme de droit, mais ce droit n'est pas inaliénable.» Le divisionnaire et commandant de la 1^{re} division territoriale Mathias Tüscher a donné le ton lors de la 40^e assemblée générale de la Société jurassienne des officiers (SJO), samedi aux Jésuites. Devant notamment le conseiller aux États Charles Juillard, la ministre jurassienne Nathalie Barthoulet et la présidente du Parlement Pauline Godat, les sujets internationaux ont été largement abordés.

Gain territorial

Le fait que la Russie et l'Ukraine ont subi de lourdes pertes en 2023, par exemple. «Si la position est meilleure pour la première, elle ne peut revendiquer qu'un très modeste gain territorial de 533 km²», observe le lieutenant-colonel EMG, Edouard Vifian. Président de la SJO, il relève également que l'Ukraine reste dépendante du soutien occidental dont l'engagement futur soulève d'importantes incertitudes.



Instant solennel, samedi aux Jésuites: l'inauguration du premier drapeau de la Société jurassienne des officiers.

PHOTO LP

On a aussi évoqué le Proche-Orient. Le 7 octobre dernier, la situation internationale a été marquée par une attaque terroriste d'une rare violence du Hamas contre Israël suivie par une riposte de l'État hébreu. «En conséquence, la guerre en Ukraine n'est plus la seule source d'attention pour les Occidentaux et devient un problème parmi d'autres», fait savoir le président.

Dans ce contexte géopolitique, ces affrontements ont suscité des questions en matière de défense dans les pays européens et également en Suisse, a-t-on rappelé.

Besoin d'investissement

Les comptes de l'armée suisse se portent bien, mais certains projets doivent être nouvellement priorités, a-t-on encore signalé. L'armée a be-

soin d'un investissement de 13 milliards de francs pour l'acquisition de biens d'armement durant la période allant de 2024 à 2031. Malheureusement, «les mesures prises par le Conseil fédéral pour éliminer le déficit structurel vont retarder la progression des dépenses de l'armée et repousser à 2035 l'objectif d'atteindre 1% du PIB», regrette le lieutenant-colonel EMG, Edouard

Vifian. Le fait que l'un des pays les plus riches d'Europe ne soit pas en mesure de financer une armée opérationnelle et de dépenser à cet effet 1% de son produit intérieur brut, apparaît comme une absurdité au vu de la situation de la menace.

Sur un ton plus réjouissant, l'assemblée s'est terminée par l'inauguration et la bénédiction du tout premier drapeau de la SJO. Un événement symbolique pour les officiers jurassiens.

LAURANNE PASQUINO

3 QUESTIONS À...



Guy Vallat
Divisionnaire,
attaché de la Défense
à Paris

Comment définiriez-vous votre poste d'attaché de la Défense que vous occupez depuis trois ans?

Un attaché de la défense crée un pont entre la Suisse et la France concernant les domaines liés à la défense. C'est une personne qui sait écouter et qui est plutôt taiseux. Son rôle est d'expliquer les choix concernant la sécurité de deux pays. C'est un passeur d'informations entre les deux systèmes de défense.

Vous êtes en poste alors que se préparent les Jeux olympiques à Paris. Y a-t-il des réflexions entre attachés de la défense sur le thème de la sécurité, planétaire et régionale?

La sécurité des Jeux olympiques est avant tout une affaire de police. Des réflexions et des exercices se déroulent aussi en présence des attachés de la Défense, mais c'est d'abord une question de police et de Préfecture. Les forces armées sont également engagées. À l'ambassade, un Conseil de sécurité est en place pour l'événement. Nous attendons plusieurs visites de la Suisse. Les JO ne sont pas tellement imprégnés par la sécurité internationale, mais ils peuvent véhiculer des messages dans la situation actuelle.

Quels sont les changements concernant la sécurité helvétique qui se sont opérés depuis le conflit ukrainien?

La Défense et l'armée suisse cherchent à renforcer leurs compétences de défense. Ces dernières ont été un peu oubliées depuis la chute du mur de Berlin et les opérations de maintien de la paix. En vue du contexte actuel, nous devons revenir à des compétences plus classiques. Les forces terrestres, aériennes et notre logistique doivent être redynamisées. Nous devons créer une armée qui est interopérable, prête à mener des opérations et des actions avec d'autres pays s'il le fallait et si la neutralité du pays le permet.